

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	7
Préface .....	9
Liste des abréviations .....	13
Sommaire .....	21
Introduction .....	23

### PREMIÈRE PARTIE L'APPRÉHENSION DE LA NOTION D'INTÉRÊT DE L'ENTREPRISE

#### Titre I

#### L'appréhension de l'intérêt de l'entreprise par la doctrine

<b>Chapitre I : L'ambiguïté née de l'approche théorique</b> .....	57
<b>Section I : Les difficultés résultant des termes généraux de la notion</b> .....	57
I. L'intérêt de l'entreprise : une notion incontournable.....	57
A. L'émergence de la notion en droit du travail.....	57
B. La propagation de la notion dans les autres branches du droit privé.....	59
II. L'intérêt de l'entreprise : une notion insaisissable.....	63
A. L'insaisissabilité de la notion par la communauté des juristes.....	63
B. L'intérêt de l'entreprise source de controverses.....	66
<b>Section II : La diversité des conceptions doctrinales visant la notion</b> .....	68
I. L'intérêt de l'entrepreneur défendu par la doctrine individualiste.....	68
A. Les fondements historiques de la doctrine individualiste.....	68
B. L'analyse juridique de la doctrine individualiste .....	71
II. L'intérêt de l'entreprise défendu par la doctrine communautaire.....	73
A. Les fondements historiques de la doctrine communautaire.....	74
B. L'analyse juridique de la doctrine communautaire .....	76
1. L'intégration des intérêts catégoriels .....	76
2. L'antagonisme des différents intérêts .....	78
<b>Chapitre II : L'ambiguïté levée par l'approche réaliste</b> .....	81
<b>Section I : La dimension objective de la notion</b> .....	81
I. La dimension économique de l'intérêt de l'entreprise.....	81
A. L'intérêt traditionnel de l'entreprise.....	82
1. La fonction de production de l'entreprise .....	82
2. La perception de l'intérêt de l'entreprise .....	84
B. L'intérêt de la firme moderne.....	85

1.	La nature de la firme institutionnelle .....	85
2.	La perception de l'intérêt de l'entreprise .....	88
II.	La dimension fonctionnelle de l'intérêt de l'entreprise .....	90
A.	L'intérêt de l'entreprise confronté au droit de l'entreprise.....	90
B.	L'intérêt de l'entreprise confronté au droit du travail .....	93
1.	L'entité économique autonome.....	93
2.	L'unité économique et sociale .....	97
<b>Section II :</b>	<b>La dimension sociétale de la notion .....</b>	<b>100</b>
I.	L'intérêt de l'entreprise à travers l'émergence de la citoyenneté sociale .....	100
A.	La citoyenneté sociale primaire.....	100
1.	Les libertés fondamentales dans l'entreprise .....	102
2.	Le primat de l'intérêt de l'entreprise sous contrôle .....	105
B.	L'entreprise citoyenne.....	109
1.	La reconnaissance de la citoyenneté de l'entreprise .....	109
2.	La citoyenneté de l'entreprise indissociable du principe démocratique.....	114
II.	L'élargissement de la prise en compte des intérêts au sein de l'entreprise à travers la responsabilité sociale de l'entreprise .....	119
A.	L'émergence du concept dans le sillage de l'intérêt de l'entreprise.....	120
1.	L'origine du concept et son ancrage idéologique .....	120
2.	Les facteurs expliquant sa prééminence dans le débat politico-économique.....	124
B.	La délimitation des contours juridiques du concept .....	126
1.	Un concept hostile à toute tentative de définition.....	127
2.	Un concept aux enjeux juridiques multiples .....	131

## Titre II

### L'appréhension de l'intérêt de l'entreprise par le droit positif

<b>Chapitre I :</b>	<b>L'intérêt de l'entreprise appréhendé par le juge créateur de droit .....</b>	<b>141</b>
<b>Section I :</b>	<b>L'intérêt de l'entreprise élevé au rang de standard juridique.....</b>	<b>142</b>
I.	La formulation du standard de l'intérêt de l'entreprise par le juge.....	143
II.	Le pouvoir créateur de droit du juge social .....	146
<b>Section II :</b>	<b>Le standard de l'intérêt de l'entreprise apprécié par le juge.....</b>	<b>150</b>
I.	L'appréciation incertaine du standard de l'intérêt de l'entreprise .....	151
A.	L'interventionnisme judiciaire redouté .....	151
B.	L'intervention judiciaire plébiscitée.....	154
II.	L'appréciation contrôlée du standard de l'intérêt de l'entreprise .....	156
A.	Le contrôle du standard de l'intérêt de l'entreprise .....	156
1.	Le contrôle exercé par les instances représentatives du personnel.....	157
2.	Le contrôle exercé par la Cour de cassation .....	159
B.	La détermination jurisprudentielle des contours de l'intérêt de l'entreprise.....	160

<b>Chapitre II : L'intérêt de l'entreprise appréhendé</b>	
<b>par les autres acteurs du droit</b> .....	163
<b>Section I : L'intérêt de l'entreprise appréhendé par le législateur</b> .....	163
I. L'influence du contexte socio-économique dans l'appréhension de l'intérêt de l'entreprise .....	163
II. L'évocation de l'intérêt de l'entreprise dans les textes.....	168
<b>Section II : L'intérêt de l'entreprise appréhendé par les acteurs du monde             du travail</b> .....	173
I. L'intérêt de l'entreprise appréhendé par l'administration du travail.....	174
II. L'intérêt de l'entreprise appréhendé par les partenaires sociaux .....	177
A. L'avènement des accords collectifs organisationnels.....	177
B. L'apparition d'un nouveau référentiel de la négociation d'entreprise.....	179

## SECONDE PARTIE

### L'APPLICATION DE LA NOTION D'INTÉRÊT DE L'ENTREPRISE

#### Titre I

#### L'intérêt de l'entreprise, instrument de contrôle des décisions prises par les parties à la relation de travail

<b>Chapitre I : Le contrôle des décisions prises par l'employeur dans le cadre de son pouvoir de direction</b> .....	189
<b>Section I : L'intérêt de l'entreprise, instrument de contrôle du pouvoir             de direction des personnes</b> .....	189
I. L'intérêt de l'entreprise vecteur de l'accès à l'emploi .....	189
A. L'intérêt de l'entreprise au stade du recrutement .....	189
1. La liberté de recruter dans l'intérêt de l'entreprise .....	190
2. Les limites à l'intérêt de l'entreprise comme justification à la liberté d'embauche .....	191
B. L'intérêt de l'entreprise au stade de la conclusion du contrat .....	194
1. L'intérêt légitime de l'entreprise appréhendé à travers la clause de non-concurrence .....	195
2. L'intérêt de l'entreprise, condition de validité des clauses de rupture anticipée du contrat.....	198
II. L'intérêt de l'entreprise vecteur de l'évolution de la relation de travail .....	200
A. L'intérêt de l'entreprise dans la continuité du lien contractuel .....	200
1. L'intérêt de l'entreprise à l'appui des décisions individuelles de travail.....	200
2. L'intérêt de l'entreprise à l'appui des décisions collectives du travail .....	206
B. L'intérêt de l'entreprise lors de la rupture de la relation contractuelle .....	208
1. La prise en compte de l'intérêt de l'entreprise dans le cadre d'un licenciement reposant sur le comportement extra-professionnel du salarié.....	208

2.	La prise en compte de l'intérêt de l'entreprise dans le cadre d'un licenciement pour absences prolongées ou absences répétées du salarié.....	212
<b>Section II :</b>	<b>L'intérêt de l'entreprise, instrument de contrôle du pouvoir de direction économique .....</b>	<b>216</b>
I.	L'intérêt de l'entreprise, élément implicite du contrôle des licenciements économiques .....	216
A.	La réorganisation de l'entreprise : cause prétorienne du licenciement économique .....	217
1.	L'intérêt de l'entreprise, cause originelle du licenciement économique.....	217
2.	L'évolution de la notion vers la sauvegarde de la compétitivité.....	220
B.	La résurgence de la notion d'intérêt de l'entreprise .....	226
1.	La préservation des intérêts de l'entreprise par l'anticipation des difficultés.....	227
2.	La fusion de l'intérêt collectif des salariés avec l'intérêt de l'entreprise .....	228
II.	L'intérêt de l'entreprise, élément implicite du contrôle de la procédure des décisions économiques .....	230
A.	Les exigences procédurales imposées en amont de la prise de décision économique.....	230
1.	La parole du salarié dans le processus décisionnel .....	230
2.	La participation des représentants du personnel dans le processus décisionnel .....	233
B.	Le contrôle des mesures accompagnant le licenciement économique .....	241
1.	Le contrôle relatif à l'établissement du plan de sauvegarde de l'emploi.....	241
2.	Le contrôle exercé sur les mesures d'accompagnement .....	244
<b>Chapitre II :</b>	<b>Le contrôle des décisions prises par le salarié dans le cadre de la relation de travail.....</b>	<b>249</b>
<b>Section I :</b>	<b>Le contrôle des décisions unilatérales prises par le salarié .....</b>	<b>249</b>
I.	Les décisions unilatérales contribuant au bon fonctionnement de l'entreprise .....	249
A.	La dénonciation de pratiques susceptibles de nuire à l'intérêt de l'entreprise.....	250
B.	La renonciation à certains droits par le salarié .....	252
1.	Le régime juridique de la renonciation du salarié .....	252
2.	La renonciation dictée par l'intérêt de l'entreprise .....	256
II.	Les décisions unilatérales contraires à l'intérêt de l'entreprise .....	259
A.	Les contours de la décision abusive .....	259
B.	L'intention du salarié de nuire à l'entreprise.....	264
<b>Section II :</b>	<b>Le contrôle des décisions collectives prises par les salariés.....</b>	<b>266</b>
I.	Les décisions collectives affectant le bon fonctionnement de l'entreprise .....	266
A.	L'exercice normal du droit de grève affectant le fonctionnement de l'entreprise.....	267

B.	La désorganisation de l'entreprise résultant d'un exercice abusif du droit de grève.....	267
II.	Les décisions collectives prises dans l'intérêt de l'entreprise.....	270
A.	Les revendications propices au bon fonctionnement de l'entreprise.....	271
B.	Les décisions collectives abondant dans le sens de l'intérêt de l'entreprise.....	272

## Titre II

### L'intérêt de l'entreprise, instrument de contrôle du comportement des parties à la relation de travail

<b>Chapitre I : La conduite loyale des parties, expression d'un mode classique de régulation des relations de travail .....</b>	<b>279</b>	
<b>Section I : La bonne foi, notion permettant d'encadrer le comportement de l'employeur .....</b>	<b>281</b>	
I.	L'exigence de loyauté dans la formation du contrat de travail .....	281
A.	La loyauté de l'employeur au stade de l'investigation .....	282
B.	La loyauté dans la conduite de la négociation salariale.....	284
1.	La loyauté dans le cadre de la négociation précontractuelle .....	284
2.	La loyauté étendue à la négociation collective .....	286
II.	L'exigence de bonne foi dans l'exécution du contrat de travail .....	288
A.	La délimitation du contenu de la bonne foi de l'employeur .....	289
1.	L'abstention de l'employeur dans l'intérêt commun .....	289
2.	La bonne foi de l'employeur implique des obligations positives .....	291
B.	Les virtualités de la bonne foi favorables à l'entreprise .....	294
<b>Section II La bonne foi, notion permettant d'encadrer le comportement du salarié.....</b>	<b>296</b>	
I.	L'exigence de bonne foi dans l'exécution de la prestation de travail ....	297
A.	Le respect des directives de l'employeur .....	297
B.	L'obligation de fidélité du salarié .....	298
II.	L'exigence de bonne foi en dehors de la relation contractuelle.....	302
A.	La loyauté du salarié en période de suspension du contrat de travail.....	302
B.	La loyauté du salarié postérieurement à la rupture du contrat.....	305
1.	La loyauté du salarié durant la période de préavis.....	305
2.	La loyauté du salarié postérieurement à la rupture définitive du contrat .....	307
<b>Chapitre II : La responsabilité sociale de l'entreprise, expression d'un nouveau mode de régulation des relations de travail .....</b>	<b>311</b>	
<b>Section I : L'impact des engagements socialement responsables sur l'activité de l'entreprise.....</b>	<b>313</b>	
I.	Le périmètre des engagements socialement responsables .....	313
A.	Les dispositions légales favorisant les comportements responsables .....	313
1.	La convergence du document unique et du rapport de gestion.....	314

2.	Le renforcement de l'obligation de transparence en matière sociale .....	316
B.	Les engagements volontaires favorisant les comportements responsables .....	319
1.	L'éclectisme des normes RSE .....	319
2.	Les incertitudes liées à la valeur juridique des normes volontaires.....	325
II.	L'expression des engagements responsables en matière sociale .....	331
A.	Les engagements favorisant les restructurations socialement responsables .....	331
1.	Les réflexions suscitées par le thème des restructurations socialement responsables .....	332
2.	Les pratiques issues des réflexions menées sur les RSR.....	337
B.	Les engagements socialement responsables favorisant l'égalité dans l'entreprise .....	340
<b>Section II :</b>	<b>L'impact de la RSE sur la conduite des parties prenantes internes à l'entreprise.....</b>	<b>345</b>
I.	L'intervention mesurée des institutions représentatives du personnel... 345	
A.	L'engagement inégal des représentants élus dans les démarches responsables.....	346
B.	L'engagement graduel des organisations syndicales vers une démarche responsable .....	349
II.	Vers une responsabilisation accrue du salarié .....	352
A.	La responsabilité du salarié dans le cadre de l'exécution de son contrat .....	353
B.	Les vecteurs de la responsabilisation du salarié .....	355
1.	Le salarié coresponsable de la gestion de ses compétences ..	356
2.	La participation du salarié au risque économique.....	360
<b>Conclusion.....</b>		<b>369</b>
<b>Bibliographie.....</b>		<b>373</b>
<b>Index alphabétique .....</b>		<b>461</b>
<b>Table des matières .....</b>		<b>469</b>